

« Allons-nous passer une demi-heure sur les cultes ? » Le grand mépris de M.Véran

Article rédigé par *Le Salon Beige* , le 15 mai 2020

Source [Le Salon Beige] L'Assemblée a discuté du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire pendant trois jours, du 7 au 9 mai, afin d'accompagner le plan de déconfinement qui débutait le 11 mai.

Remarquons tout d'abord trois points :

- L'Assemblée nationale augmente progressivement le nombre de ses députés présents en séance : 24 entre le 19 mars et le 23 avril ; 75 entre le 23 avril et le 9 mai (donc lors de cette discussion). Nombre monté à 150 depuis le 12 mai.
- Lors des échanges, M.Véran a en particulier expliqué concernant les déplacements :

« Nous veillons à être cohérents dans nos décisions, pour assurer la sécurité des Français.... D'où la mesure essentielle : l'interdiction des grands rassemblements, qui évitera cette diffusion virale latente. Nous veillons à respecter les libertés individuelles et collectives et à restreindre notre arsenal de lutte contre la diffusion du virus aux mesures strictement nécessaires ».

- Enfin, Mme Couillard, à l'occasion de la défense d'un amendement, soulignait:

« À partir du 11 mai, le Gouvernement va permettre la réouverture des musées, des monuments et des lieux de visites qui n'attirent que la population du bassin de vie où ils se situent ».

Toutes remarques idéales pour considérer la possibilité d'autoriser l'exercice de la religion et en particulier les messes.

C'est le 8 mai, à l'occasion de l'étude de l'article 2 qui devait régler les aspects les plus pratiques du déconfinement, avec son lot d'interdictions associées, que des députés [ont présenté](#) plusieurs amendements pour demander la possibilité de l'exercice du culte.

- [Mme Emmanuelle Ménard](#):

« Ces amendements concernent la liberté de culte et ont pour but de permettre aux croyants d'exercer à nouveau un culte public de leur religion. Vous le savez tous, la République assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes. Or le Gouvernement a décidé de proroger l'interdiction des cérémonies cultuelles après le 11 mai 2020 ».

- [Mme Agnès Thill](#):

« L'amendement vise à rétablir l'accès au culte là où c'est possible – dans le strict respect des conditions sanitaires, bien évidemment. La fréquentation des lieux de culte comporte d'ailleurs potentiellement moins de danger que celle des métros, supérettes, médiathèques, petits musées – ou que celle de l'hémicycle ».

- [Mme Brigitte Kuster](#):

« Pourquoi un prêtre ne serait-il pas capable de faire dans son église ce qu'un directeur est capable de faire dans une grande surface ? »

Ces présentations donnent lieu à quelques remarques qui éclairent sur le sens de la *liberté* telle que perçue par la majorité macronienne (comme : *les lieux de culte sont restés ouverts pendant toute la période du confinement...*), avec une mention spéciale pour celle de M.Bruno Millienne, du MODEM :

« Pendant la période de confinement, on n'a jamais empêché les gens d'exprimer leur foi et de prier chez eux ! ».

Le rapporteur, Mme Guévenoux, émet un avis défavorable sur tous ces amendements, au motif que

« il est bien entendu crucial, pour tous ceux qui pratiquent un culte religieux, quel qu'il soit, que l'on puisse garantir que les célébrations pourront de nouveau se tenir dès que les conditions sanitaires le permettront. C'est ce qui est prévu par le régime de l'état d'urgence sanitaire : les mesures restrictives de liberté ne peuvent être utilisées que dans la mesure où elles sont strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu »

Ce qui rappelle assez bien le mode [foutage de gueule](#) dont M.Philippe est un adepte virtuose.

Le ministre M.Véran se révèle être un bon disciple de son chef de gouvernement :

« Il est bien évident que nous aurions préféré permettre aux gens de continuer à pratiquer leur culte comme ils avaient l'habitude de le faire, mais on ne peut pas inscrire une telle disposition dans la loi, ce ne serait pas responsable... Bref, on ne peut tout simplement pas inscrire cela dans la loi. Avis défavorable ».

Mais surtout, les députés reprenant la parole comme le règlement de l'Assemblée leur en donne la possibilité pour défendre leurs amendements, M.Véran interrompt :

« Allons-nous passer une demi-heure sur les cultes ? »

Et explique plus loin qu'

« il souffle parce que c'est trop long ».

C'est la République en mode Macron. Un jour, les évêques de France comprendront que le [discours des Bernardins](#) n'était qu'un prétexte rêvé pour un M.Macron toujours en mal [d'exhitionnisme](#).